

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00110

Numéro SIREN : 843 832 486

Nom ou dénomination : AA KAPITAL

Ce dépôt a été enregistré le 07/01/2019 sous le numéro de dépôt 594



**Certificat de dépôt des fonds d'une société
par actions SAS augmentant son capital
(versement unique)**

La Banque Tarneaud - SA à Directoire et conseil de surveillance, au capital de 26 702 768 EUR ayant pour numéro unique d'identification 754 500 551 de Limoges, et ayant son siège social à 2 et 6 rue Turgot, certifie :

- avoir reçu en dépôt la somme de 1.119.999,00 EUR, représentant :

L'intégralité des versements en numéraire effectués par le souscripteur au titre de l'augmentation de capital.

au titre de l'augmentation de capital de 1.119.999,00 EUR, décidée par le procès verbal des décisions de l'associé unique en date du 10/12/2018, de la société AA KAPITAL, SAS dont le siège social est 26, avenue Gustave Eiffel – CS 70101 - 33701 Bordeaux ayant pour numéro unique d'identification 843 832 486 RCS de Bordeaux (en cours de transfert au Registre du commerce et des sociétés de Versailles), représentée par Stéphane BLANC, Président *dûment habilité(e) à cet effet*.

- qu'il résulte du bulletin de souscription qui lui a été présenté, que l'augmentation de capital a permis la création de 1.119.999 actions d'une valeur de 1,00 EUR chacune.

Ladite somme restera immobilisée dans les conditions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 10 décembre 2018

Fait en cinq originaux dont 1 pour la banque¹

BANQUE TARNEAUD PARIS
16, avenue Franklin Roosevelt
75008 PARIS
Tél. 01 56 59 30 40

¹ L'agence n'a pas à timbrer les quatre originaux du certificat destinés à la société mais elle doit rappeler au client, qui devra les faire enregistrer, qu'il aura à apposer un timbre de dimension sur chaque exemplaire.

AA KAPITAL

Société par actions simplifiée au capital de 1 €
Siège social : 26 Avenue Gustave Eiffel - CS 70101 - 33701 Mérignac cedex
RCS Bordeaux – 843 832 486

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Aux termes de décisions unanimes en date du 10 décembre 2018, l'associé unique de la société AA Kapital (la *Société*) a décidé d'augmenter le capital social de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal de 1.119.999 euros, par l'émission au pair de 1.119.999 actions nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune, à libérer intégralement en numéraire lors de la souscription par versement en espèces.

Les actions nouvelles qui seront émises par la Société seront des actions ordinaires et porteront jouissance courante à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée.

Les actions nouvelles seront, dès leur création, intégralement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société.

La période de souscription sera close par anticipation dès lors que toutes les actions à émettre en vertu de la présente augmentation de capital auront été intégralement souscrites conformément à ce qui précède.

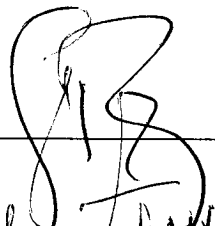
En conséquence, **Stéphane Blanc**, né le 14 octobre 1965 à Rueil Malmaison (92), demeurant Le Moulin de Guéville, 12 rue de la Roche Tournante, 78125 Saint Hilarion, de nationalité française, déclare :

- souscrire à un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (1.119.999) actions nouvelles, émises au titre de l'augmentation de capital de la Société,
- libérer à l'appui de cette souscription l'intégralité du montant exigible de cette souscription, soit la somme globale d'un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf euros (1.119.999 €) en numéraire, sur le compte bancaire de la Société ouvert dans les livres de Banque Tarneaud, 2 et 6 rue Turgot, 87000 Limoges,

Et reconnaît qu'une copie sur papier libre du présent bulletin de souscription lui a été remise.

Fait à Paris, le 10 décembre 2018, en (2) exemplaires.

Stéphane Blanc



✓ Bon pour souscription à un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (1.119.999) actions nouvelles de la Société ✓

⁽¹⁾ Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour souscription à un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (1.119.999) actions nouvelles de la Société »

2019B.110

n° de
dépôt

594



n° de
gestion

AA CAPITAL

Société par actions simplifiée au capital de 1 €

Siège social : 26 Avenue Gustave Eiffel - CS 70101 - 33701 Mérignac cedex

RCS Bordeaux – 843 832 486

07 JAN. 2019

n° de
facture

945

n° de
chron

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 10 DECEMBRE

A Paris, le 10 décembre 2018,

LE SOUSSIGNE :

Monsieur Stéphane Blanc,

Associé unique (l'*Associé Unique* ou *Stéphane Blanc*) de la société
(la *Société*),

APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE :

- du protocole cadre conclu le 10 décembre 2018 entre Stéphane Blanc, la Société, BNP Paribas Développement, Etoile ID, Antemeta Kapital et Antemeta Group, en présence d'Antemeta Finances ;
- du rapport du Président ;
- du texte des décisions proposées ;
- des statuts de la Société ; et
- du projet de statuts modifiés de la Société ;

S'EST PRONONCE SUR L'ORDRE DU JOUR SUIVANT :

ORDRE DU JOUR

1. Transfert du siège social de la Société ;
2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 1.119.999 euros, par émission au pair de 1.119.999 actions nouvelles, à libérer exclusivement en numéraire, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;
3. Constatation de la souscription des actions à émettre, de la clôture anticipée de la période de souscription et de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire ;
4. Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts de la Société respectivement intitulés « *Formation du capital* » et « *Capital social* » ;
5. Modification de la durée du premier exercice social de la Société et modification corrélative des statuts de la Société ;
6. Octroi d'un avantage particulier au profit de l'Associé Unique consistant dans le bénéfice d'un droit de préemption de premier rang en cas de transfert de titres ;

Christine MARTINEZ
AGENT ADMINISTRATIF

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
BOURDEAUX
Le 10/12/2018 Dossier 2018 0005210
Folios 106
Folios 107
Folios 108
Folios 109
Folios 110
Folios 111
Folios 112
Folios 113
Folios 114
Folios 115
Folios 116
Folios 117
Folios 118
Folios 119
Folios 120
Folios 121
Folios 122
Folios 123
Folios 124
Folios 125
Folios 126
Folios 127
Folios 128
Folios 129
Folios 130
Folios 131
Folios 132
Folios 133
Folios 134
Folios 135
Folios 136
Folios 137
Folios 138
Folios 139
Folios 140
Folios 141
Folios 142
Folios 143
Folios 144
Folios 145
Folios 146
Folios 147
Folios 148
Folios 149
Folios 150
Folios 151
Folios 152
Folios 153
Folios 154
Folios 155
Folios 156
Folios 157
Folios 158
Folios 159
Folios 160
Folios 161
Folios 162
Folios 163
Folios 164
Folios 165
Folios 166
Folios 167
Folios 168
Folios 169
Folios 170
Folios 171
Folios 172
Folios 173
Folios 174
Folios 175
Folios 176
Folios 177
Folios 178
Folios 179
Folios 180
Folios 181
Folios 182
Folios 183
Folios 184
Folios 185
Folios 186
Folios 187
Folios 188
Folios 189
Folios 190
Folios 191
Folios 192
Folios 193
Folios 194
Folios 195
Folios 196
Folios 197
Folios 198
Folios 199
Folios 200
Folios 201
Folios 202
Folios 203
Folios 204
Folios 205
Folios 206
Folios 207
Folios 208
Folios 209
Folios 210
Folios 211
Folios 212
Folios 213
Folios 214
Folios 215
Folios 216
Folios 217
Folios 218
Folios 219
Folios 220
Folios 221
Folios 222
Folios 223
Folios 224
Folios 225
Folios 226
Folios 227
Folios 228
Folios 229
Folios 230
Folios 231
Folios 232
Folios 233
Folios 234
Folios 235
Folios 236
Folios 237
Folios 238
Folios 239
Folios 240
Folios 241
Folios 242
Folios 243
Folios 244
Folios 245
Folios 246
Folios 247
Folios 248
Folios 249
Folios 250
Folios 251
Folios 252
Folios 253
Folios 254
Folios 255
Folios 256
Folios 257
Folios 258
Folios 259
Folios 260
Folios 261
Folios 262
Folios 263
Folios 264
Folios 265
Folios 266
Folios 267
Folios 268
Folios 269
Folios 270
Folios 271
Folios 272
Folios 273
Folios 274
Folios 275
Folios 276
Folios 277
Folios 278
Folios 279
Folios 280
Folios 281
Folios 282
Folios 283
Folios 284
Folios 285
Folios 286
Folios 287
Folios 288
Folios 289
Folios 290
Folios 291
Folios 292
Folios 293
Folios 294
Folios 295
Folios 296
Folios 297
Folios 298
Folios 299
Folios 300
Folios 301
Folios 302
Folios 303
Folios 304
Folios 305
Folios 306
Folios 307
Folios 308
Folios 309
Folios 310
Folios 311
Folios 312
Folios 313
Folios 314
Folios 315
Folios 316
Folios 317
Folios 318
Folios 319
Folios 320
Folios 321
Folios 322
Folios 323
Folios 324
Folios 325
Folios 326
Folios 327
Folios 328
Folios 329
Folios 330
Folios 331
Folios 332
Folios 333
Folios 334
Folios 335
Folios 336
Folios 337
Folios 338
Folios 339
Folios 340
Folios 341
Folios 342
Folios 343
Folios 344
Folios 345
Folios 346
Folios 347
Folios 348
Folios 349
Folios 350
Folios 351
Folios 352
Folios 353
Folios 354
Folios 355
Folios 356
Folios 357
Folios 358
Folios 359
Folios 360
Folios 361
Folios 362
Folios 363
Folios 364
Folios 365
Folios 366
Folios 367
Folios 368
Folios 369
Folios 370
Folios 371
Folios 372
Folios 373
Folios 374
Folios 375
Folios 376
Folios 377
Folios 378
Folios 379
Folios 380
Folios 381
Folios 382
Folios 383
Folios 384
Folios 385
Folios 386
Folios 387
Folios 388
Folios 389
Folios 390
Folios 391
Folios 392
Folios 393
Folios 394
Folios 395
Folios 396
Folios 397
Folios 398
Folios 399
Folios 400
Folios 401
Folios 402
Folios 403
Folios 404
Folios 405
Folios 406
Folios 407
Folios 408
Folios 409
Folios 410
Folios 411
Folios 412
Folios 413
Folios 414
Folios 415
Folios 416
Folios 417
Folios 418
Folios 419
Folios 420
Folios 421
Folios 422
Folios 423
Folios 424
Folios 425
Folios 426
Folios 427
Folios 428
Folios 429
Folios 430
Folios 431
Folios 432
Folios 433
Folios 434
Folios 435
Folios 436
Folios 437
Folios 438
Folios 439
Folios 440
Folios 441
Folios 442
Folios 443
Folios 444
Folios 445
Folios 446
Folios 447
Folios 448
Folios 449
Folios 450
Folios 451
Folios 452
Folios 453
Folios 454
Folios 455
Folios 456
Folios 457
Folios 458
Folios 459
Folios 460
Folios 461
Folios 462
Folios 463
Folios 464
Folios 465
Folios 466
Folios 467
Folios 468
Folios 469
Folios 470
Folios 471
Folios 472
Folios 473
Folios 474
Folios 475
Folios 476
Folios 477
Folios 478
Folios 479
Folios 480
Folios 481
Folios 482
Folios 483
Folios 484
Folios 485
Folios 486
Folios 487
Folios 488
Folios 489
Folios 490
Folios 491
Folios 492
Folios 493
Folios 494
Folios 495
Folios 496
Folios 497
Folios 498
Folios 499
Folios 500
Folios 501
Folios 502
Folios 503
Folios 504
Folios 505
Folios 506
Folios 507
Folios 508
Folios 509
Folios 510
Folios 511
Folios 512
Folios 513
Folios 514
Folios 515
Folios 516
Folios 517
Folios 518
Folios 519
Folios 520
Folios 521
Folios 522
Folios 523
Folios 524
Folios 525
Folios 526
Folios 527
Folios 528
Folios 529
Folios 530
Folios 531
Folios 532
Folios 533
Folios 534
Folios 535
Folios 536
Folios 537
Folios 538
Folios 539
Folios 540
Folios 541
Folios 542
Folios 543
Folios 544
Folios 545
Folios 546
Folios 547
Folios 548
Folios 549
Folios 550
Folios 551
Folios 552
Folios 553
Folios 554
Folios 555
Folios 556
Folios 557
Folios 558
Folios 559
Folios 560
Folios 561
Folios 562
Folios 563
Folios 564
Folios 565
Folios 566
Folios 567
Folios 568
Folios 569
Folios 570
Folios 571
Folios 572
Folios 573
Folios 574
Folios 575
Folios 576
Folios 577
Folios 578
Folios 579
Folios 580
Folios 581
Folios 582
Folios 583
Folios 584
Folios 585
Folios 586
Folios 587
Folios 588
Folios 589
Folios 590
Folios 591
Folios 592
Folios 593
Folios 594
Folios 595
Folios 596
Folios 597
Folios 598
Folios 599
Folios 600
Folios 601
Folios 602
Folios 603
Folios 604
Folios 605
Folios 606
Folios 607
Folios 608
Folios 609
Folios 610
Folios 611
Folios 612
Folios 613
Folios 614
Folios 615
Folios 616
Folios 617
Folios 618
Folios 619
Folios 620
Folios 621
Folios 622
Folios 623
Folios 624
Folios 625
Folios 626
Folios 627
Folios 628
Folios 629
Folios 630
Folios 631
Folios 632
Folios 633
Folios 634
Folios 635
Folios 636
Folios 637
Folios 638
Folios 639
Folios 640
Folios 641
Folios 642
Folios 643
Folios 644
Folios 645
Folios 646
Folios 647
Folios 648
Folios 649
Folios 650
Folios 651
Folios 652
Folios 653
Folios 654
Folios 655
Folios 656
Folios 657
Folios 658
Folios 659
Folios 660
Folios 661
Folios 662
Folios 663
Folios 664
Folios 665
Folios 666
Folios 667
Folios 668
Folios 669
Folios 670
Folios 671
Folios 672
Folios 673
Folios 674
Folios 675
Folios 676
Folios 677
Folios 678
Folios 679
Folios 680
Folios 681
Folios 682
Folios 683
Folios 684
Folios 685
Folios 686
Folios 687
Folios 688
Folios 689
Folios 690
Folios 691
Folios 692
Folios 693
Folios 694
Folios 695
Folios 696
Folios 697
Folios 698
Folios 699
Folios 700
Folios 701
Folios 702
Folios 703
Folios 704
Folios 705
Folios 706
Folios 707
Folios 708
Folios 709
Folios 710
Folios 711
Folios 712
Folios 713
Folios 714
Folios 715
Folios 716
Folios 717
Folios 718
Folios 719
Folios 720
Folios 721
Folios 722
Folios 723
Folios 724
Folios 725
Folios 726
Folios 727
Folios 728
Folios 729
Folios 730
Folios 731
Folios 732
Folios 733
Folios 734
Folios 735
Folios 736
Folios 737
Folios 738
Folios 739
Folios 740
Folios 741
Folios 742
Folios 743
Folios 744
Folios 745
Folios 746
Folios 747
Folios 748
Folios 749
Folios 750
Folios 751
Folios 752
Folios 753
Folios 754
Folios 755
Folios 756
Folios 757
Folios 758
Folios 759
Folios 760
Folios 761
Folios 762
Folios 763
Folios 764
Folios 765
Folios 766
Folios 767
Folios 768
Folios 769
Folios 770
Folios 771
Folios 772
Folios 773
Folios 774
Folios 775
Folios 776
Folios 777
Folios 778
Folios 779
Folios 780
Folios 781
Folios 782
Folios 783
Folios 784
Folios 785
Folios 786
Folios 787
Folios 788
Folios 789
Folios 790
Folios 791
Folios 792
Folios 793
Folios 794
Folios 795
Folios 796
Folios 797
Folios 798
Folios 799
Folios 800
Folios 801
Folios 802
Folios 803
Folios 804
Folios 805
Folios 806
Folios 807
Folios 808
Folios 809
Folios 810
Folios 811
Folios 812
Folios 813
Folios 814
Folios 815
Folios 816
Folios 817
Folios 818
Folios 819
Folios 820
Folios 821
Folios 822
Folios 823
Folios 824
Folios 825
Folios 826
Folios 827
Folios 828
Folios 829
Folios 830
Folios 831
Folios 832
Folios 833
Folios 834
Folios 835
Folios 836
Folios 837
Folios 838
Folios 839
Folios 840
Folios 841
Folios 842
Folios 843
Folios 844
Folios 845
Folios 846
Folios 847
Folios 848
Folios 849
Folios 850
Folios 851
Folios 852
Folios 853
Folios 854
Folios 855
Folios 856
Folios 857
Folios 858
Folios 859
Folios 860
Folios 861
Folios 862
Folios 863
Folios 864
Folios 865
Folios 866
Folios 867
Folios 868
Folios 869
Folios 870
Folios 871
Folios 872
Folios 873
Folios 874
Folios 875
Folios 876
Folios 877
Folios 878
Folios 879
Folios 880
Folios 881
Folios 882
Folios 883
Folios 884
Folios 885
Folios 886
Folios 887
Folios 888
Folios 889
Folios 890
Folios 891
Folios 892
Folios 893
Folios 894
Folios 895
Folios 896
Folios 897
Folios 898
Folios 899
Folios 900
Folios 901
Folios 902
Folios 903
Folios 904
Folios 905
Folios 906
Folios 907
Folios 908
Folios 909
Folios 910
Folios 911
Folios 912
Folios 913
Folios 914
Folios 915
Folios 916
Folios 917
Folios 918
Folios 919
Folios 920
Folios 921
Folios 922
Folios 923
Folios 924
Folios 925
Folios 926
Folios 927
Folios 928
Folios 929
Folios 930
Folios 931
Folios 932
Folios 933
Folios 934
Folios 935
Folios 936
Folios 937
Folios 938
Folios 939
Folios 940
Folios 941
Folios 942
Folios 943
Folios 944
Folios 945
Folios 946
Folios 947
Folios 948
Folios 949
Folios 950
Folios 951
Folios 952
Folios 953
Folios 954
Folios 955
Folios 956
Folios 957
Folios 958
Folios 959
Folios 960
Folios 961
Folios 962
Folios 963
Folios 964
Folios 965
Folios 966
Folios 967
Folios 968
Folios 969
Folios 970
Folios 971
Folios 972
Folios 973
Folios 974
Folios 975
Folios 976
Folios 977
Folios 978
Folios 979
Folios 980
Folios 981
Folios 982
Folios 983
Folios 984
Folios 985
Folios 986
Folios 987
Folios 988
Folios 989
Folios 990
Folios 991
Folios 992
Folios 993
Folios 994
Folios 995
Folios 996
Folios 997
Folios 998
Folios 999
Folios 1000

7. Refonte des statuts de la Société : et
8. Pouvoirs pour formalités.

L'ASSOCIE UNIQUE APPROUVE LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION

Transfert du siège social de la Société

L'Associé Unique décide de transférer, avec effet immédiat à compter de ce jour, le siège social de la Société du 26 Avenue Gustave Eiffel - CS 70101 - 33701 Mérignac cedex au 5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt et de modifier le premier paragraphe de l'article 4 des statuts de la Société comme suit :

« *Le siège de la société est fixé 5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt.* ».

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

DEUXIEME DECISION

Augmentation du capital social de la Société d'un montant nominal de 1.119.999 euros, par émission au pair de 1.119.999 actions nouvelles, à libérer exclusivement en numéraire, avec maintien du droit préférentiel de souscription

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, constatant la libération intégrale du capital social de la Société, décide, en application des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce :

- d'augmenter le capital social de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'un montant nominal d'un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf euros (1.119.999 €), pour le porter d'un euro (1 €) à un million cent vingt mille euros (1.120.000 €), par l'émission d'un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (1.119.999) actions nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, émises au pair, à libérer intégralement en numéraire ;
- que les actions nouvelles seront intégralement libérées en numéraire lors de leur souscription par versement en espèces ;
- que les actions nouvelles qui seront émises par la Société seront des actions ordinaires et porteront jouissance courante à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée ;
- que les actions nouvelles seront, dès leur création, intégralement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits, et seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société ; et
- de conférer tous pouvoirs au Président à l'effet de mettre en œuvre la présente décision, et notamment :
 - de recueillir les souscriptions et les versements y afférents ;
 - de procéder à la clôture anticipée de la période de souscription ou proroger son terme si nécessaire ;
 - d'obtenir le certificat du dépositaire devant être établi par la banque dépositaire conformément aux dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce, attestant la libération des fonds et la réalisation de l'augmentation de capital ;

- de procéder à la réalisation matérielle de l'augmentation de capital ;
- d'apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives ;
- d'accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive et opposable l'augmentation de capital décidée conformément aux termes de la présente décision, et notamment constater sa réalisation définitive ;
- et plus généralement, de procéder à toutes les formalités consécutives à l'augmentation de capital susvisée et faire tout ce qui sera utile, approprié ou nécessaire à l'émission des actions nouvelles réalisée en vertu de la présente décision ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'émission ;

étant précisé que la délégation de pouvoirs figurant ci-avant n'aura pas pour effet d'interdire à l'Associé Unique de constater lui-même la réalisation de l'augmentation de capital susvisée et de procéder aux modifications statutaires correspondantes.

Les souscription et versement seront reçus dans un délai de quatorze (14) jours calendaires à compter de ce jour sous la forme d'un bulletin de souscription signé par le souscripteur et accompagné du justificatif du versement des fonds correspondants sur le compte bancaire de la Société ouvert dans les livres de Banque Tarneaud, 2 et 6 rue Turgot, 87000 Limoges, qui établira le certificat du dépositaire prévu par l'article L.225-146 du Code de commerce. La période de souscription sera close par anticipation dès lors que toutes les actions à émettre en vertu de la présente décision auront été intégralement souscrites conformément à ce qui précède. Si la totalité des souscriptions et versements exigibles n'a pas été recueillie à l'expiration du délai de quatorze (14) jours calendaires précité, la présente décision d'augmentation de capital sera caduque.

L'Associé Unique décide que la modification corrélative des statuts sera effectuée en application de la quatrième décision ci-après.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

L'Associé Unique autorise une suspension de séance afin de lui permettre de procéder à la souscription des 1.119.999 actions nouvelles, de signer son bulletin de souscription et de libérer sa souscription par versement en espèces.

TROISIEME DECISION

Constatation de la souscription des actions à émettre, de la clôture anticipée de la période de souscription et de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire

L'Associé Unique, après avoir (i) signé le bulletin de souscription relatif à la souscription de la totalité des un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf (1.119.999) actions nouvelles de la Société à émettre dans le cadre de l'augmentation de capital objet de la deuxième décision et (ii) versé en numéraire les sommes correspondant au montant de sa souscription, soit un montant total d'un million cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix neuf euros (1.119.999 €), sur le compte bancaire de la Société ouvert dans les livres de Banque Tarneaud, ainsi que l'atteste le certificat émis en date de ce jour par cette dernière, dépositaire des fonds, conformément aux dispositions de l'article L.225-146 du Code de commerce, constate que l'augmentation de capital objet de la deuxième décision est intégralement souscrite et libérée et que la période de souscription se trouve close par anticipation et qu'en conséquence de ce qui précède,

l'augmentation de capital objet de la deuxième décision est ainsi définitivement réalisée.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

QUATRIEME DECISION

Modification corrélative des articles 6 (« Formation du capital ») et 7 (« Capital social ») des statuts de la Société

En conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, l'Associé Unique, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée et après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide :

- de compléter l'article 6 des statuts intitulé « *Formation du capital* » par l'insertion, immédiatement après le premier paragraphe, d'un paragraphe rédigé comme suit :

«Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 29 novembre 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF EUROS (1.119.999 €) par émission d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF (1.119.999) actions nouvelles de UN (1) euro de valeur nominale chacune en rémunération d'apports en numéraire. »

- de modifier l'article 7 des statuts intitulé « *Capital social* », désormais rédigé comme suit :

«Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION CENT VINGT MILLE EUROS (1.120.000 €).

Il est divisé en UN MILLION CENT VINGT MILLE (1.120.000) actions de UN EURO (1 €) de valeur nominale, intégralement libérées et attribuées à l'associé unique. »

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

CINQUIEME DECISION

Modification de la durée du premier exercice social de la Société et modification corrélative des statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide de modifier la date de clôture du premier exercice social de la Société pour la porter du 31 décembre 2018 au 31 décembre 2019.

L'Associé Unique décide que la modification corrélative des statuts de la Société sera effectuée en application de la septième décision ci-après, par voie de refonte des statuts.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique

SIXIEME DECISION

Octroi d'un avantage particulier au profit de l'Associé Unique consistant dans le bénéfice d'un droit de préemption de premier rang en cas de transfert de titres

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuve l'octroi d'un avantage particulier à son profit consistant dans le bénéfice d'un droit de préemption de premier rang en cas de transfert de titres, dont les modalités figurent à l'article 14.2 du projet de statuts refondus de la Société tels que figurant en **Annexe A**.



Ce droit de préemption s'appliquera à tous les cas de transferts de titres, y compris dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure d'exclusion prévue par les statuts de la Société.

L'Associé Unique décide que la modification corrélative des statuts de la Société sera effectuée en application de la septième décision ci-après, par voie de refonte des statuts.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique

SEPTIEME DECISION

Refonte des statuts de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du projet de statuts de la Société dont un exemplaire figure en **Annexe A** aux présentes, décide de procéder à une refonte pure et simple des statuts de la Société et d'approuver, article par article, puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts de la Société tels que figurant en **Annexe A**.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

HUITIEME DECISION

Pouvoirs pour formalités

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales.

Cette décision est adoptée par l'Associé Unique.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'Associé Unique et le Président.

Monsieur Stéphane BLANC



Associé Unique et Président

AA KAPITAL

Société par actions simplifiée

Au capital de 1.120.000 €

Siège social : 5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt

RCS Versailles - 843 832 486

S T A T U T S

Statuts mis à jour le 10 décembre 2018

EXPOSE PREALABLE

La société dénommée AA KAPITAL (la « **Société** »), dont les conditions et modalités de fonctionnement sont ci-après exposées, a été constituée aux fins de détenir une participation financière au sein de la société ANTEMETA GROUP (RCS Versailles – 843 153 370).

Cette dernière a vocation à devenir propriétaire de l'intégralité des titres formant le capital de la société ANTEMETA FINANCES, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 5 Rue Jacqueline Auriol – 78280 Guyancourt et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 530 956 416.

Par conséquent, la société ANTEMETA GROUP, la société ANTEMETA FINANCES ainsi que l'ensemble des sociétés contrôlées, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, par la société ANTEMETA GROUP et la société ANTEMETA FINANCES sont appelées à former ensemble le « **Groupe ANTEMETA GROUP** ».

Il est par ailleurs précisé que la Société objet des présentes a pour ambition d'associer une partie des salariés et mandataires sociaux du Groupe ANTEMETA GROUP à son développement.

En conséquence de ce qui précède, il est expressément convenu que la Société sera exclusivement constituée :

- de membres titulaires d'un contrat de travail conclu avec une société du Groupe ANTEMETA GROUP ; et
- de membres exerçant un mandat social au sein d'une société du Groupe ANTEMETA GROUP.

Le présent préambule est le fondement du présent pacte social dont il fait partie intégrante.

ARTICLE 1^{er} - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée **AA Kapital**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet la gestion patrimoniale et notamment l'acquisition, la vente, la propriété, l'administration, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, toutes opérations de placements mobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la Société est fixé **5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt**.

Il peut être transféré en tout autre endroit dans le même département sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

La décision du Président fera l'objet d'une notification aux associés dans les quinze jours calendaires à compter de la décision du Président.

Le transfert du siège social dans un autre département ne peut être décidé que par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de **quatre vingt dix neuf (99) années**, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par l'associé unique à la constitution de la Société et formant le capital d'origine ont tous été des apports en numéraire pour un montant d'UN EURO (1 €).

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 décembre 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF EUROS (1.119.999 €) par émission d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF (1.119.999) actions nouvelles de UN (1) euro de valeur nominale chacune en rémunération d'apports en numéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION CENT VINGT MILLE EUROS (1.120.000 €).

Il est divisé en UN MILLION CENT VINGT MILLE (1.120.000) actions de UN EURO (1 €) de valeur nominale, intégralement libérées et attribuées à l'associé unique.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Il a été créée, aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 décembre 2018, un avantage particulier au profit de Monsieur Stéphane Blanc, consistant dans le bénéfice d'un droit de préemption de premier rang en cas de transfert de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital tel que défini à l'article 14.2.

Les présents statuts ne stipulent aucun autre avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'associé unique ou la collectivité des associés détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

L'associé unique ou la collectivité des associés est compétent pour augmenter le capital et peut déléguer cette compétence au président de la Société dans les conditions et limites prévues par la loi. L'associé unique ou la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut aussi déléguer au président de la Société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut aussi augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants, soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la Société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la Société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La Société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la Société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la Société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la Société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 -TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

1. Inaliénabilité

Les titres de capital ainsi que toutes valeurs mobilières donnant accès au capital sont inaliénables jusqu'au 31 juillet 2026 inclus.

De même, jusqu'à cette date, sont inaliénables tous droits de souscription attachés aux titres de capital. En cas de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription, le bénéficiaire dénommé est soumis le cas échéant à l'agrément de la Société dans les conditions fixées ci-dessous.

L'inaliénabilité interdit toutes les cessions et mutations de titres, à titre gratuit ou onéreux, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit. Elle interdit aux associés de nantir ou donner en garantie les titres concernés.

Elle s'applique quelque soit la personne du cessionnaire ou du bénéficiaire de la mutation, que celle-ci soit ou non associée.

Toutefois, par exception, l'interdiction d'aliéner peut être levée à titre exceptionnel par une décision du Président statuant sur un projet de cession défini et/ou en cas d'exclusion d'un associé dans les conditions fixées à l'article 15 des statuts.

En cas de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé pendant la période d'inaliénabilité, la transmission de titres résultant de cet événement et ses suites interviendront dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-après.

Dans chaque cas de dérogation, le ou les cessionnaires ou attributaires resteront tenus de respecter l'interdiction d'aliéner jusqu'à son terme, sauf nouvelle application de l'une des exceptions stipulées.

Toutes cessions de titres effectuées en violation de la clause d'inaliénabilité sont nulles.

2. Droit de préemption en cas de transfert de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les termes ci-après s'entendent selon les définitions suivantes :

Groupe Majoritaire : Désigne Monsieur Stéphane Blanc.

Groupe Minoritaire : Désigne l'ensemble des associés, présents ou futurs, détenteurs de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à l'exception des associés formant le Groupe Majoritaire.

87

Transfert : Désigne toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, que cette transmission résulte d'une cession, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, y compris par voie d'apport, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

a. Principe

Chaque associé souhaitant procéder au Transfert de tout ou partie de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital (l'« **Associé cédant** ») devra les avoir préalablement offerts par priorité aux autres associés qui disposeront d'un droit de préemption pour les acquérir.

Pour pouvoir valablement aboutir, le droit de préemption des associés bénéficiaires du droit de préemption devra s'exercer collectivement ou individuellement sur l'intégralité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, objets du Transfert.

Si l'Associé cédant est un membre du Groupe Majoritaire, un droit de préemption de premier rang sera consenti aux autres membres du Groupe Majoritaire et un droit de préemption de second rang sera consenti aux membres du Groupe Minoritaire.

Si l'Associé cédant est un membre du Groupe Minoritaire, un droit de préemption de premier rang sera consenti aux membres du Groupe Majoritaire et un droit de préemption de second rang sera consenti aux autres membres du Groupe Minoritaire.

Si les offres de rachat réunies par les préempteurs de premier rang portent sur un nombre titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dépassant celui offert par l'Associé cédant, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du Transfert leur seront cédés au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent respectivement et dans la limite de leur demande. En cas d'insuffisance des demandes, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital restants seront attribués entre les préempteurs de premier rang dont la demande n'aura pas été entièrement satisfaite au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent et ainsi de suite.

Si les offres de rachat réunies par les préempteurs de premier rang portent sur un nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital inférieur à celui offert par l'Associé cédant, les offres de rachat réunies par les préempteurs de second rang devront porter sur un nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital au moins égal à celui des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital n'ayant pas été préemptés par les préempteurs de premier rang. Si tel est le cas, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital n'ayant pas été préemptés par les préempteurs de premier rang seront cédés aux préempteurs de second rang au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital que ces derniers détiennent respectivement et dans la limite de leur demande. En cas d'insuffisance des demandes, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital restants seront attribués entre les préempteurs de

second rang dont la demande n'aura pas été entièrement satisfaite au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent et ainsi de suite.

Dans l'hypothèse où l'exercice du droit de préemption mentionné au présent paragraphe n'aurait pas permis l'acquisition de la totalité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital mises en vente par l'Associé cédant, le droit de préemption sera réputé n'avoir jamais été exercé, et sous réserve de l'agrément requis conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-après, l'Associé cédant sera libre de procéder au Transfert de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital au cessionnaire proposé mentionné dans la Notification de Transfert.

b. Notification du projet de Transfert

Préalablement au Transfert par un associé de tout ou partie des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'il détient au bénéfice d'un autre associé ou d'un tiers, l'Associé cédant devra notifier (la « **Notification de Transfert** »), par lettre recommandée avec accusé de réception, le projet de Transfert à l'ensemble des associés bénéficiaires du droit de préemption dans les conditions susvisées et à la Société, en la personne du Président, en indiquant :

- le nombre et la nature des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont le Transfert est projeté,
- l'identité de chacun des bénéficiaires du Transfert projeté étant précisé que :
 - o l'identité vise, pour une personne physique, le nom, le prénom, la situation personnelle (régime matrimonial, régime de PACS) et le domicile de cette dernière ;
 - o l'identité vise, pour une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, son siège social, son numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (ou toute information de nature équivalente pour une société étrangère), ainsi que la désignation dans les conditions présentement décrites de la/des personnes physiques ou morales qui la/les contrôle(nt).
- le prix ou, si le règlement n'est pas prévu en numéraire, la valeur retenue pour l'opération et proposée de bonne foi par l'Associé cédant,
- les modalités de paiement du prix ou les caractéristiques de la contrepartie (en l'absence de règlement en numéraire) et toutes autres conditions de l'opération.

La Notification de Transfert vaudra offre irrévocable de céder, à tous les bénéficiaires du droit de préemption, la totalité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du projet de Transfert, dans les termes et conditions ci-avant stipulés.

Si le projet de Transfert notifié est une cession à un tiers, il devra être joint à la Notification de Transfert une copie de l'offre irrévocable d'acquisition du tiers acquéreur.

c. Prix

Le prix ou la valeur (dans l'hypothèse où le règlement n'est pas prévu en numéraire) des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du Transfert sera le prix ou la

valeur indiqué dans la Notification de Transfert, convenu(e) entre l'Associé cédant et le bénéficiaire du projet de Transfert.

En cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, le prix des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital préemptés sera fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil et devra intervenir, en tout état de cause, au plus tard dans les soixante quinze (75) jours suivant la date de la Notification de Transfert.

Les frais d'expertise seront supportés par parts égales entre l'Associé cédant et le ou les associé(s) ayant notifié l'exercice de leur droit de préemption.

d. Modalités d'exercice du droit de préemption

Chacun des bénéficiaires du droit de préemption disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de la Notification de Transfert, pour notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Associé cédant qu'il entend exercer son droit de préemption.

En l'absence de notification dans ce délai, le bénéficiaire du droit de préemption sera réputé avoir renoncé à son droit au titre du projet de Transfert notifié.

Dans le cadre de ce délai, les bénéficiaires du droit de préemption notifieront à l'Associé cédant et à la Société, en la personne du Président, le nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils souhaitent acquérir.

Par le seul fait de la notification de l'exercice de ce droit, la vente sera réalisée, sous réserve de l'agrément requis visé au paragraphe 3, au profit des préempteurs, à un prix égal à celui indiqué dans la Notification de Transfert, ou à défaut, au prix fixé par l'expert dans les conditions visées à l'article 2(c), sauf dans ce dernier cas si l'Associé cédant renonce à son projet.

Les ordres de mouvement et toutes autres pièces nécessaires devront, dans les trente (30) jours de l'exercice de ce droit de préemption, ou dans les dix (10) jours de la remise du rapport de l'expert en cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, être remis au(x) cessionnaire(s), contre paiement du prix. Il sera procédé concomitamment à l'inscription de l'écriture de transfert dans le registre de mouvements de titres de la Société ainsi que sur les comptes nominatifs des associés.

A défaut pour l'Associé cédant d'observer les dispositions prévues au présent article, la Société sera tenue de refuser de passer les écritures requises pour le transfert sur les comptes nominatifs des associés.

e. Réalisation du Transfert

En l'absence de notification d'exercice du droit de préemption dans le délai de trente (30) jours visé à l'article 2(d) ou faute de porter sur l'intégralité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de l'Associé cédant, les bénéficiaires du droit de préemption seront tous réputés avoir renoncé à exercer leur droit de préemption et l'Associé cédant sera alors libre de procéder au Transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié dans la Notification de Transfert et dans le délai prévu par celui-ci.

A défaut de délai prévu, l'Associé cédant devra procéder au Transfert dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours visé à l'article 2(d), ou dans les

dix (10) jours de la remise du rapport de l'expert en cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, sauf dans ce dernier cas s'il renonce à son projet.

En tout état de cause, le Transfert devra intervenir au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Notification de Transfert.

Faute pour l'Associé cédant de procéder ainsi, il devra à nouveau, préalablement au Transfert des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, se conformer aux dispositions relatives à la procédure du droit de préemption décrite au présent article.

3. Agrément

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la Société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la Société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision du Président. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande.

Si le Président refuse d'agréer la transmission, il doit, dans le délai de trois (3) mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La Société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la Société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la Société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

Toutes cessions de titres effectuées en violation des dispositions du présent paragraphe sont nulles.

ARTICLE 15 – EXCLUSION

1. Principe

En cas de Départ d'un associé (l'« **Associé Concerné** ») quelle qu'en soit la cause, les associés pourront décider d'exclure ledit Associé Concerné dans les conditions exposées ci-après.

En cas d'exclusion, l'Associé Concerné sera tenu de céder l'intégralité de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les conditions exposées au présent article 15.

Pour les besoins du présent Article 15 :

- « **Départ** » désigne la cessation de l'activité professionnelle de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP, pour quelque raison que ce soit, notamment en cas de non-renouvellement ou de révocation d'un mandat social, de licenciement, qu'elle qu'en soit la cause, de démission, de décès ou d'Invalidité, ou de retraite.
- « **Invalidité** » désigne une invalidité de deuxième ou troisième catégorie au sens des articles L.341-4, 2° et 3° du Code de la sécurité sociale.

2. Procédure d'exclusion

La décision d'exclusion doit être prise par l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23.3, étant précisé étant précisé que chaque associé dispose d'une voix et que l'Associé Concerné participe au vote.

En cas d'exclusion, l'assemblée générale des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 23.3, peut également prononcer la suspension des droits de vote de l'Associé Concerné jusqu'à la date de cession des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par ce dernier.

L'Associé Concerné doit être avisé, au plus tard à la date de convocation de l'assemblée générale concernée, de l'exclusion envisagée et de ses motifs, ainsi que de la faculté qui lui est laissée de présenter ses observations lors de la dite assemblée.

3. Prix de cession

En cas d'exclusion de l'Associé Concerné, le prix de cession des titres de capital et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné sera déterminé par application de la formule figurant en Annexe 1 (le « **Prix** »).

A défaut d'accord entre l'Associé Concerné et la Société sur le calcul du Prix dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de l'assemblée générale ayant décidé l'exclusion de l'Associé Concerné (la « **Date d'Exclusion** »), l'Associé Concerné ou la Société pourra demander à ce que le Prix soit définitivement arrêté par l'Expert conformément à la procédure d'expertise décrite à l'Annexe 2.

4. Réalisation de la cession

Dès la fixation du prix (d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou à dire d'Expert selon les modalités prévues à l'Annexe 2), les titres de capital et, le cas échéant, les valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné seront proposés par priorité aux membres du Groupe Majoritaire tel que définis au paragraphe 2 de l'article 14 au prorata de leurs participations respectives. Dans l'hypothèse où l'intégralité desdits titres de capital ou desdites valeurs mobilières ne serait pas acquis par les membres du Groupe Majoritaire, le solde sera proposé aux membres du Groupe Minoritaire tel que définis au paragraphe 2 de l'article 14 au prorata de leurs participations respectives.

Dans l'hypothèse où l'intégralité des titres de capital et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné ne seraient pas acquis par les membres du Groupe Majoritaire et/ou les membres du Groupe Minoritaire, le solde sera racheté par un ou des tiers agréés dans les conditions indiquées à l'article 14 ou par la Société elle-même qui sera alors tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

Le Prix sera payé à l'Associé Concerné, contre remise des ordres de mouvement signés par ce dernier, à la date fixée par l'Associé Concerné et le ou les cessionnaires concernés au plus tard dans un délai de trois (3) mois suivant la détermination du Prix (d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou à dire d'Expert selon les modalités prévues à l'**Annexe 2**).

A défaut pour l'Associé Concerné de remettre les ordres de mouvement dûment régularisés, et après mise en demeure restée infructueuse l'ayant invité à s'exécuter dans un délai de quinze (15) jours, le président de la Société sera en droit de procéder à la régularisation de la ou des cessions et aux inscriptions en compte correspondantes sur ses simples déclarations.

ARTICLE 16 – INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Par dérogation à ce qui précède, les titres de capital détenus par Monsieur Stéphane Blanc, soussigné, bénéficient d'un droit de vote double. La transmission de tout ou partie de ses titres par Monsieur Stéphane Blanc entraînera déchéance automatique du droit de vote double susvisé.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 18 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La Société est dirigée et représentée par un président - le président de la Société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la Société par un contrat de travail.

Le président de la Société est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision de l'associé unique ou par décision unanime des associés.

Le président de la Société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision unanime des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la Société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la Société dirige et administre la Société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président de la Société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la Société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la Société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la Société, à l'exclusion, d'une part, des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la Société.

Le président de la Société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

S'il existe un comité social et économique au sein de la Société, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L.2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du président de la Société.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il existe, et à tout associé, sur sa demande.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la Société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la Société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la Société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 21 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que l'émission d'obligations.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

ARTICLE 22 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la Société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée dix (10) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la Société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est élargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la Société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité économique et social, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

9

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la Société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la Société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la Société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 23 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- nomination et révocation du Président et du ou des directeurs généraux ;
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la Société.

2. Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

3. Les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote. Par exception, chaque associé dispose d'une voix pour les décisions relevant de l'article 15.

4. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

ARTICLE 24 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la Société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2019.

A la clôture de chaque exercice, le président de la Société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

g

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la Société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la Société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 27 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'associé unique ou les associés ou, à défaut, par le président de la Société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la Société.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président de la Société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 29 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la Société. La Société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la Société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la Société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 17.

ANNEXE 1

Formule de détermination du Prix

$$P = V_{AC} - D_{Liquidité} - D_{Départ}$$

dans laquelle :

- « P » correspond au Prix.
- « V_{AC} » correspond à la valorisation des Titres détenus par l'Associé Concerné à la Date d'Exclusion, résultant de l'application de la formule suivante :

$$V_{AC} = (N_{AC} \div N_{TOTAL}) \times V$$

dans laquelle :

- « N_{AC} » correspond au nombre total de Titres détenus par l'Associé Concerné à la Date d'Exclusion.
- « N_{TOTAL} » correspond au nombre total de Titres émis par la Société à la Date d'Exclusion.
- « V » correspond à la valorisation de la Société à la Date d'Exclusion, résultant de l'application de la formule suivante :

$$V = [REX \times 9] - D - T$$

dans laquelle :

- REX désigne le résultat d'exploitation réalisé par la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion, tel que ressortant des comptes sociaux de la Société au titre dudit exercice ;
- D désigne, à une date donnée, le montant total des emprunts et dettes financières de la Société (en ce compris tout prêt d'associé ou avance en compte courant consenti à la Société, en principal et intérêts courus et échus), tel que figurant dans les comptes de la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion ;
- T désigne, à une date donnée, le montant total des disponibilités et valeurs mobilières de placement de la Société, tel que figurant dans les comptes de la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion.

D_{Liquidité} correspond au montant résultant de l'application de la formule suivante :

$$D_{\text{Liquidité}} = 20\% \times V_{AC}$$

D_{Départ} correspond au montant résultant de l'application de la formule suivante :

$$D_{\text{Départ}} = [x]\% \times V_{AC}$$

dans laquelle :

x = 25% si la Date de Départ intervient avant la date (incluse) du 1^{er} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP.

x = 21,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 1^{er} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 2^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 18% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 2^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 3^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 14,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 3^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 4^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 11% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 4^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 5^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 7,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 5^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 6^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 4% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 6^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 7^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 0% si la Date de Départ intervient après la date (exclue) du 7^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP.

Pour les besoins de l'**Annexe 1**, les termes ci-après auront la signification suivante :

« **Date de Départ** » désigne la date de Départ déterminée comme suit : (i) en cas de décès, le jour du décès ; (ii) en cas d'Invalidité, la date à laquelle le médecin conseil de la caisse de sécurité sociale a déclaré l'Invalidité ; (iii) en cas de licenciement, à la première présentation de la lettre de licenciement par les services postaux ; (iv) en cas de révocation, à la date de la décision de révocation adoptée par l'organe social compétent ; (v) en cas de non renouvellement, à la date de la décision de non renouvellement adoptée par l'organe social compétent ; (vi) en cas de départ à la retraite volontaire, à la date de réception de la lettre de départ à la retraite ; (vii) en cas de mise à la retraite, à la date de première présentation de la lettre de mise à la retraite par les services postaux ; et (viii) en cas de démission, à la date de réception de la lettre de démission.

ANNEXE 2

Procédure d'expertise

En cas d'exclusion et à défaut d'accord entre l'Associé Concerné et la Société sur le calcul du Prix dans un délai de vingt (20) jours à compter de la Date d'Exclusion, l'Associé Concerné ou la Société pourra demander à ce que le Prix soit définitivement arrêté par un cabinet d'audit indépendant de chacun des associés, accrédité ou associé à l'un des grands réseaux de notoriété internationale et ayant une expérience dans le domaine d'activité de la Société, désigné (a) d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou, à défaut d'accord, (b) par le Président du Tribunal de commerce de Paris statuant en la forme des référés à la demande de l'Associé Concerné ou la Société, les associés et la Société renonçant d'ores et déjà à tout recours contre cette ordonnance (l'« **Expert** »), conformément à la procédure d'expertise décrite ci-dessous.

L'Expert agira en qualité de tiers chargé de la fixation du prix au sens de l'article 1592 du Code civil. L'Expert aura pour mission de déterminer le Prix (sans pouvoir proposer de fourchette). Dans le cadre de sa mission, l'Expert sera tenu de faire application de la formule de calcul du Prix figurant en **Annexe 1**, à l'exclusion de toute autre méthode. L'Expert devra en toute circonstance respecter le principe du contradictoire. L'Expert pourra exiger la remise par l'Associé Concerné ou la Société de tout document pour les besoins de l'exécution de sa mission.

L'Associé Concerné et la Société feront en sorte que l'Expert ait accès à l'ensemble des éléments comptables et financiers de la Société nécessaires afin de permettre à l'Expert d'établir indépendamment le montant du Prix.

L'Associé Concerné et la Société déploieront leurs meilleurs efforts pour que l'Expert leur notifie sa décision portant sur la détermination du Prix dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle l'Expert aura accepté sa désignation.

La décision de l'Expert fixant le montant du Prix sera définitive et sans recours possible pour l'Associé Concerné et la Société (et, plus généralement, les associés), sauf en cas de fraude ou d'erreur grossière de l'Expert.

Les coûts et honoraires de l'Expert seront supportés par l'Associé Concerné et la Société à parts égales.

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS DE LA SOCIETE

AA KAPITAL

Je soussigné **Stéphane BLANC**

né le 14 octobre 1965 à RUEIL-MALMAISON (92)

demeurant SAINT HILARION (78125) – 12, route de la Roche Tournante

Agissant en qualité de Président de la société **AA KAPITAL**, au capital de 1.120.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES sous le numéro 843 832 486.

Déclare :

Que la Société **AA KAPITAL** n'a opéré aucun transfert de siège social, le seul siège social antérieur de la société était situé :

- 26 Avenue Gustave Eiffel - CS 70101 - 33701 Mérignac cedex et a été transféré le 10 décembre 2018 par décision de l'associé unique au 5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt ;



Fait en deux exemplaires.
A GUYANCOURT
Le 10 décembre 2018

AA KAPITAL

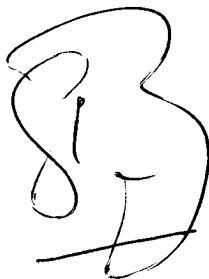
Société par actions simplifiée

Au capital de 1.120.000 €

Siège social : 5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt

RCS Versailles - 843 832 486

STATUTS

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and a horizontal line at the bottom.

Statuts mis à jour le 10 décembre 2018

EXPOSE PREALABLE

La société dénommée AA KAPITAL (la « **Société** »), dont les conditions et modalités de fonctionnement sont ci-après exposées, a été constituée aux fins de détenir une participation financière au sein de la société ANTEMETA GROUP (RCS Versailles – 843 153 370).

Cette dernière a vocation à devenir propriétaire de l'intégralité des titres formant le capital de la société ANTEMETA FINANCES, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 5 Rue Jacqueline Auriol – 78280 Guyancourt et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 530 956 416.

Par conséquent, la société ANTEMETA GROUP, la société ANTEMETA FINANCES ainsi que l'ensemble des sociétés contrôlées, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, par la société ANTEMETA GROUP et la société ANTEMETA FINANCES sont appelées à former ensemble le « **Groupe ANTEMETA GROUP** ».

Il est par ailleurs précisé que la Société objet des présentes a pour ambition d'associer une partie des salariés et mandataires sociaux du Groupe ANTEMETA GROUP à son développement.

En conséquence de ce qui précède, il est expressément convenu que la Société sera exclusivement constituée :

- de membres titulaires d'un contrat de travail conclu avec une société du Groupe ANTEMETA GROUP ; et
- de membres exerçant un mandat social au sein d'une société du Groupe ANTEMETA GROUP.

Le présent préambule est le fondement du présent pacte social dont il fait partie intégrante.

ARTICLE 1^{er} - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La Société est dénommée **AA Kapital**.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La Société a pour objet la gestion patrimoniale et notamment l'acquisition, la vente, la propriété, l'administration, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, toutes opérations de placements mobiliers, la prise de participation dans toutes sociétés.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la Société est fixé **5 rue Jacqueline Auriol, 78280 Guyancourt**.

Il peut être transféré en tout autre endroit dans le même département sur simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

La décision du Président fera l'objet d'une notification aux associés dans les quinze jours calendaires à compter de la décision du Président.

Le transfert du siège social dans un autre département ne peut être décidé que par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est de **quatre vingt dix neuf (99) années**, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL

Les apports faits par l'associé unique à la constitution de la Société et formant le capital d'origine ont tous été des apports en numéraire pour un montant d'UN EURO (1 €).

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 décembre 2018, le capital social de la Société a été augmenté d'une somme d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF EUROS (1.119.999 €) par émission d'UN MILLION CENT DIX-NEUF MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-DIX NEUF (1.119.999) actions nouvelles de UN (1) euro de valeur nominale chacune en rémunération d'apports en numéraire.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION CENT VINGT MILLE EUROS (1.120.000 €).

Il est divisé en UN MILLION CENT VINGT MILLE (1.120.000) actions de UN EURO (1 €) de valeur nominale, intégralement libérées et attribuées à l'associé unique.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS - ACTIONS DE PREFERENCE

Il a été créée, aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 10 décembre 2018, un avantage particulier au profit de Monsieur Stéphane Blanc, consistant dans le bénéfice d'un droit de préemption de premier rang en cas de transfert de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital tel que défini à l'article 14.2.

Les présents statuts ne stipulent aucun autre avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs associés nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés et dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'associé unique ou la collectivité des associés détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

L'associé unique ou la collectivité des associés est compétent pour augmenter le capital et peut déléguer cette compétence au président de la Société dans les conditions et limites prévues par la loi. L'associé unique ou la collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut aussi déléguer au président de la Société le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Sous réserve de l'exception prévue par la loi, les associés ont un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription comme la renonciation individuelle d'un associé à ce droit sont soumises aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. La collectivité des associés peut supprimer le droit préférentiel de souscription des associés dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut aussi augmenter le capital au moyen de l'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, qui donne lieu soit à l'élévation de la valeur nominale des titres de capital existants, soit à l'attribution de titres gratuits aux associés.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ».

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions légales en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés. Elle s'opère soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du président de la Société aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le président de la Société, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La Société dispose, contre l'associé défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 - EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Dans les conditions fixées par la loi, la Société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les associés ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la Société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la Société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 -TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

1. Inaliénabilité

Les titres de capital ainsi que toutes valeurs mobilières donnant accès au capital sont inaliénables jusqu'au 31 juillet 2026 inclus.

De même, jusqu'à cette date, sont inaliénables tous droits de souscription attachés aux titres de capital. En cas de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription, le bénéficiaire dénommé est soumis le cas échéant à l'agrément de la Société dans les conditions fixées ci-dessous.

L'inaliénabilité interdit toutes les cessions et mutations de titres, à titre gratuit ou onéreux, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit. Elle interdit aux associés de nantir ou donner en garantie les titres concernés.

Elle s'applique quelque soit la personne du cessionnaire ou du bénéficiaire de la mutation, que celle-ci soit ou non associée.

Toutefois, par exception, l'interdiction d'aliéner peut être levée à titre exceptionnel par une décision du Président statuant sur un projet de cession défini et/ou en cas d'exclusion d'un associé dans les conditions fixées à l'article 15 des statuts.

En cas de décès ou de disparition de la personnalité morale d'un associé pendant la période d'inaliénabilité, la transmission de titres résultant de cet événement et ses suites interviendront dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-après.

Dans chaque cas de dérogation, le ou les cessionnaires ou attributaires resteront tenus de respecter l'interdiction d'aliéner jusqu'à son terme, sauf nouvelle application de l'une des exceptions stipulées.

Toutes cessions de titres effectuées en violation de la clause d'inaliénabilité sont nulles.

2. Droit de préemption en cas de transfert de titres de capital et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital

Pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les termes ci-après s'entendent selon les définitions suivantes :

Groupe Majoritaire : Désigne Monsieur Stéphane Blanc.

Groupe Minoritaire : Désigne l'ensemble des associés, présents ou futurs, détenteurs de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, à l'exception des associés formant le Groupe Majoritaire.

Transfert : Désigne toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, que cette transmission résulte d'une cession, à titre gratuit ou onéreux, sous quelque forme que ce soit, y compris par voie d'apport, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

a. Principe

Chaque associé souhaitant procéder au Transfert de tout ou partie de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital (l'« **Associé cédant** ») devra les avoir préalablement offerts par priorité aux autres associés qui disposeront d'un droit de préemption pour les acquérir.

Pour pouvoir valablement aboutir, le droit de préemption des associés bénéficiaires du droit de préemption devra s'exercer collectivement ou individuellement sur l'intégralité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, objets du Transfert.

Si l'Associé cédant est un membre du Groupe Majoritaire, un droit de préemption de premier rang sera consenti aux autres membres du Groupe Majoritaire et un droit de préemption de second rang sera consenti aux membres du Groupe Minoritaire.

Si l'Associé cédant est un membre du Groupe Minoritaire, un droit de préemption de premier rang sera consenti aux membres du Groupe Majoritaire et un droit de préemption de second rang sera consenti aux autres membres du Groupe Minoritaire.

Si les offres de rachat réunies par les préempteurs de premier rang portent sur un nombre titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dépassant celui offert par l'Associé cédant, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du Transfert leur seront cédés au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent respectivement et dans la limite de leur demande. En cas d'insuffisance des demandes, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital restants seront attribués entre les préempteurs de premier rang dont la demande n'aura pas été entièrement satisfaite au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent et ainsi de suite.

Si les offres de rachat réunies par les préempteurs de premier rang portent sur un nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital inférieur à celui offert par l'Associé cédant, les offres de rachat réunies par les préempteurs de second rang devront porter sur un nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital au moins égal à celui des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital n'ayant pas été préemptés par les préempteurs de premier rang. Si tel est le cas, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital n'ayant pas été préemptés par les préempteurs de premier rang seront cédés aux préempteurs de second rang au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital que ces derniers détiennent respectivement et dans la limite de leur demande. En cas d'insuffisance des demandes, les titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital restants seront attribués entre les préempteurs de

second rang dont la demande n'aura pas été entièrement satisfaite au prorata du nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils détiennent et ainsi de suite.

Dans l'hypothèse où l'exercice du droit de préemption mentionné au présent paragraphe n'aurait pas permis l'acquisition de la totalité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital mises en vente par l'Associé cédant, le droit de préemption sera réputé n'avoir jamais été exercé, et sous réserve de l'agrément requis conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-après, l'Associé cédant sera libre de procéder au Transfert de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital au cessionnaire proposé mentionné dans la Notification de Transfert.

b. Notification du projet de Transfert

Préalablement au Transfert par un associé de tout ou partie des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'il détient au bénéfice d'un autre associé ou d'un tiers, l'Associé cédant devra notifier (la « **Notification de Transfert** »), par lettre recommandée avec accusé de réception, le projet de Transfert à l'ensemble des associés bénéficiaires du droit de préemption dans les conditions susvisées et à la Société, en la personne du Président, en indiquant :

- le nombre et la nature des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont le Transfert est projeté,
- l'identité de chacun des bénéficiaires du Transfert projeté étant précisé que :
 - o l'identité vise, pour une personne physique, le nom, le prénom, la situation personnelle (régime matrimonial, régime de PACS) et le domicile de cette dernière ;
 - o l'identité vise, pour une personne morale, sa dénomination, sa forme juridique, son siège social, son numéro d'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés (ou toute information de nature équivalente pour une société étrangère), ainsi que la désignation dans les conditions présentement décrites de la/des personnes physiques ou morales qui la/les contrôle(nt).
- le prix ou, si le règlement n'est pas prévu en numéraire, la valeur retenue pour l'opération et proposée de bonne foi par l'Associé cédant,
- les modalités de paiement du prix ou les caractéristiques de la contrepartie (en l'absence de règlement en numéraire) et toutes autres conditions de l'opération.

La Notification de Transfert vaudra offre irrévocable de céder, à tous les bénéficiaires du droit de préemption, la totalité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du projet de Transfert, dans les termes et conditions ci-avant stipulés.

Si le projet de Transfert notifié est une cession à un tiers, il devra être joint à la Notification de Transfert une copie de l'offre irrévocable d'acquisition du tiers acquéreur.

c. Prix

Le prix ou la valeur (dans l'hypothèse où le règlement n'est pas prévu en numéraire) des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital objets du Transfert sera le prix ou la

valeur indiqué dans la Notification de Transfert, convenu(e) entre l'Associé cédant et le bénéficiaire du projet de Transfert.

En cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, le prix des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital préemptés sera fixé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil et devra intervenir, en tout état de cause, au plus tard dans les soixante quinze (75) jours suivant la date de la Notification de Transfert.

Les frais d'expertise seront supportés par parts égales entre l'Associé cédant et le ou les associé(s) ayant notifié l'exercice de leur droit de préemption.

d. Modalités d'exercice du droit de préemption

Chacun des bénéficiaires du droit de préemption disposera d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de la Notification de Transfert, pour notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'Associé cédant qu'il entend exercer son droit de préemption.

En l'absence de notification dans ce délai, le bénéficiaire du droit de préemption sera réputé avoir renoncé à son droit au titre du projet de Transfert notifié.

Dans le cadre de ce délai, les bénéficiaires du droit de préemption notifieront à l'Associé cédant et à la Société, en la personne du Président, le nombre de titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital qu'ils souhaitent acquérir.

Par le seul fait de la notification de l'exercice de ce droit, la vente sera réalisée, sous réserve de l'agrément requis visé au paragraphe 3, au profit des préempteurs, à un prix égal à celui indiqué dans la Notification de Transfert, ou à défaut, au prix fixé par l'expert dans les conditions visées à l'article 2(c), sauf dans ce dernier cas si l'Associé cédant renonce à son projet.

Les ordres de mouvement et toutes autres pièces nécessaires devront, dans les trente (30) jours de l'exercice de ce droit de préemption, ou dans les dix (10) jours de la remise du rapport de l'expert en cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, être remis au(x) cessionnaire(s), contre paiement du prix. Il sera procédé concomitamment à l'inscription de l'écriture de transfert dans le registre de mouvements de titres de la Société ainsi que sur les comptes nominatifs des associés.

A défaut pour l'Associé cédant d'observer les dispositions prévues au présent article, la Société sera tenue de refuser de passer les écritures requises pour le transfert sur les comptes nominatifs des associés.

e. Réalisation du Transfert

En l'absence de notification d'exercice du droit de préemption dans le délai de trente (30) jours visé à l'article 2(d) ou faute de porter sur l'intégralité des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital de l'Associé cédant, les bénéficiaires du droit de préemption seront tous réputés avoir renoncé à exercer leur droit de préemption et l'Associé cédant sera alors libre de procéder au Transfert, dans le strict respect des termes du projet notifié dans la Notification de Transfert et dans le délai prévu par celui-ci.

A défaut de délai prévu, l'Associé cédant devra procéder au Transfert dans un délai de trente (30) jours à compter de l'expiration du délai de trente (30) jours visé à l'article 2(d), ou dans les

dix (10) jours de la remise du rapport de l'expert en cas de désaccord sur le prix ou la valeur notifiée dans la Notification de Transfert, sauf dans ce dernier cas s'il renonce à son projet.

En tout état de cause, le Transfert devra intervenir au plus tard dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la Notification de Transfert.

Faute pour l'Associé cédant de procéder ainsi, il devra à nouveau, préalablement au Transfert des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital, se conformer aux dispositions relatives à la procédure du droit de préemption décrite au présent article.

3. Agrément

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la Société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la Société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de communauté de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision du Président. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois (3) mois à compter de la demande.

Si le Président refuse d'agréer la transmission, il doit, dans le délai de trois (3) mois à compter du refus, faire acquérir les titres, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet.

La Société peut également racheter, avec l'accord du cédant, les titres de capital. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler. Lorsque les valeurs mobilières donnant accès au capital sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la Société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé par décision de justice à la demande de la Société, l'achat ou le rachat des valeurs mobilières n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est considéré comme donné.

Toutes cessions de titres effectuées en violation des dispositions du présent paragraphe sont nulles.

ARTICLE 15 – EXCLUSION

1. Principe

En cas de Départ d'un associé (l'« **Associé Concerné** ») quelle qu'en soit la cause, les associés pourront décider d'exclure ledit Associé Concerné dans les conditions exposées ci-après.

En cas d'exclusion, l'Associé Concerné sera tenu de céder l'intégralité de ses titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital dans les conditions exposées au présent article 15.

Pour les besoins du présent Article 15 :

- « **Départ** » désigne la cessation de l'activité professionnelle de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP, pour quelque raison que ce soit, notamment en cas de non-renouvellement ou de révocation d'un mandat social, de licenciement, qu'elle qu'en soit la cause, de démission, de décès ou d'Invalidité, ou de retraite.
- « **Invalidité** » désigne une invalidité de deuxième ou troisième catégorie au sens des articles L.341-4, 2° et 3° du Code de la sécurité sociale.

2. Procédure d'exclusion

La décision d'exclusion doit être prise par l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues à l'article 23.3, étant précisé que chaque associé dispose d'une voix et que l'Associé Concerné participe au vote.

En cas d'exclusion, l'assemblée générale des associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 23.3, peut également prononcer la suspension des droits de vote de l'Associé Concerné jusqu'à la date de cession des titres de capital et/ou valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par ce dernier.

L'Associé Concerné doit être avisé, au plus tard à la date de convocation de l'assemblée générale concernée, de l'exclusion envisagée et de ses motifs, ainsi que de la faculté qui lui est laissée de présenter ses observations lors de la dite assemblée.

3. Prix de cession

En cas d'exclusion de l'Associé Concerné, le prix de cession des titres de capital et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné sera déterminé par application de la formule figurant en Annexe 1 (le « **Prix** »).

A défaut d'accord entre l'Associé Concerné et la Société sur le calcul du Prix dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de l'assemblée générale ayant décidé l'exclusion de l'Associé Concerné (la « **Date d'Exclusion** »), l'Associé Concerné ou la Société pourra demander à ce que le Prix soit définitivement arrêté par l'Expert conformément à la procédure d'expertise décrite à l'Annexe 2.

4. Réalisation de la cession

Dès la fixation du prix (d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou à dire d'Expert selon les modalités prévues à l'Annexe 2), les titres de capital et, le cas échéant, les valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné seront proposés par priorité aux membres du Groupe Majoritaire tel que définis au paragraphe 2 de l'article 14 au prorata de leurs participations respectives. Dans l'hypothèse où l'intégralité desdits titres de capital ou desdites valeurs mobilières ne serait pas acquis par les membres du Groupe Majoritaire, le solde sera proposé aux membres du Groupe Minoritaire tel que définis au paragraphe 2 de l'article 14 au prorata de leurs participations respectives.

Dans l'hypothèse où l'intégralité des titres de capital et, le cas échéant, des valeurs mobilières donnant accès au capital détenus par l'Associé Concerné ne seraient pas acquis par les membres du Groupe Majoritaire et/ou les membres du Groupe Minoritaire, le solde sera racheté par un ou des tiers agréés dans les conditions indiquées à l'article 14 ou par la Société elle-même qui sera alors tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

Le Prix sera payé à l'Associé Concerné, contre remise des ordres de mouvement signés par ce dernier, à la date fixée par l'Associé Concerné et le ou les cessionnaires concernés au plus tard dans un délai de trois (3) mois suivant la détermination du Prix (d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou à dire d'Expert selon les modalités prévues à l'**Annexe 2**).

A défaut pour l'Associé Concerné de remettre les ordres de mouvement dûment régularisés, et après mise en demeure restée infructueuse l'ayant invité à s'exécuter dans un délai de quinze (15) jours, le président de la Société sera en droit de procéder à la régularisation de la ou des cessions et aux inscriptions en compte correspondantes sur ses simples déclarations.

ARTICLE 16 – INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, il appartient à l'usufruitier dans les décisions ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions extraordinaires.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

La possession d'un titre de capital emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement prises par les associés.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

Le droit de vote attaché aux titres de capital est proportionnel à la quotité du capital qu'ils représentent et chaque titre de capital donne droit à une voix.

Par dérogation à ce qui précède, les titres de capital détenus par Monsieur Stéphane Blanc, soussigné, bénéficient d'un droit de vote double. La transmission de tout ou partie de ses titres par Monsieur Stéphane Blanc entraînera déchéance automatique du droit de vote double susvisé.

Toutefois, la Société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, exclues du vote par la loi seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf stipulation contraire des présents statuts. Sont ainsi notamment exclus du vote l'apporteur en nature, le bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque les associés délibèrent, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 18 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La Société est dirigée et représentée par un président - le président de la Société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la Société par un contrat de travail.

Le président de la Société est désigné, pour une durée limitée ou non, par décision de l'associé unique ou par décision unanime des associés.

Le président de la Société peut résilier ses fonctions en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance. Il peut être révoqué à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision unanime des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En cas de cessation des fonctions du président de la Société, tout associé provoque une décision collective à seule fin de procéder à son remplacement.

Le président de la Société dirige et administre la Société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts à la collectivité des associés.

Le président de la Société la représente à l'égard des tiers.

Il provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la Société, le ou les directeurs généraux sont désignés par décision collective ordinaire des associés, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la Société, ils conservent, sauf décision contraire des associés, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la Société, à l'exclusion, d'une part, des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la Société.

Le président de la Société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

S'il existe un comité social et économique au sein de la Société, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L.2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du président de la Société.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la Société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels, l'associé intéressé par la convention ne peut prendre part au vote et ses titres de capital ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité.

Sauf l'exception prévue par la loi, les conventions portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, s'il existe, et à tout associé, sur sa demande.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la Société et aux dirigeants, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale président de la Société ou directeur général. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

Ils sont désignés par décision collective ordinaire des associés.

Ils sont convoqués à toutes les assemblées des associés en même temps que ceux-ci et avisés à la diligence du président de la Société de toutes autres décisions collectives.

ARTICLE 21 - OBJET DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés sont ordinaires, extraordinaires ou spéciales.

Les décisions extraordinaires concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts, y compris toute opération de fusion et d'apport partiel d'actif soumis au régime des scissions, ainsi que l'émission d'obligations.

Les décisions spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres décisions sont ordinaires.

Les assemblées des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission. Ces assemblées ne délibèrent valablement que si les titulaires concernés, présents ou représentés, possèdent au moins sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des valeurs mobilières donnant accès au capital. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires présents ou représentés.

ARTICLE 22 - FORME ET MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives résultent, au choix du président de la Société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite des associés. Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

2. L'assemblée est convoquée dix (10) jours au moins avant la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés sont présents ou représentés et y consentent.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des titres de capital peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée est présidée par le président de la Société à condition qu'il soit associé. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque associé, est émise par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

3. En cas de consultation écrite, le président de la Société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que les documents nécessaires à leur information. Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

4. S'il existe un comité économique et social, celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander au président de l'aviser, par écrit, de la date à laquelle doivent être prises par les associés les décisions concernant les comptes annuels.

En ce cas, la Société est tenue d'envoyer cet avis, par écrit, au demandeur trente cinq jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.



Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par le représentant du comité d'entreprise dûment mandaté au siège de la Société par lettre recommandée avec avis de réception, vingt jours au moins avant la date prévue pour la réunion des associés ou la prise des décisions.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par lettre recommandée au représentant du comité d'entreprise dans le délai de cinq jours à compter de la réception de ces projets.

5. Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte.

Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

6. Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des projets de résolution mis aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la Société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la Société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de délibération sont valablement certifiés par le président de la Société ou un directeur général ayant la qualité d'associé. En cas de liquidation, ils sont valablement certifiés par un liquidateur.

ARTICLE 23 - REGLES DE MAJORITE REQUISES POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- nomination et révocation du Président et du ou des directeurs généraux ;
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la Société.

2. Sous ces réserves, les décisions collectives extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.



3. Les décisions ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote. Par exception, chaque associé dispose d'une voix pour les décisions relevant de l'article 15.

4. Les décisions spéciales sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions ayant le droit de vote.

ARTICLE 24 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, les rapports du commissaire aux comptes, s'il existe, le rapport de gestion, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés quinze (15) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la Société adresse ou remet aux associés, avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Un ou plusieurs associés représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au président de la Société sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation.

ARTICLE 25 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception, le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2019.

A la clôture de chaque exercice, le président de la Société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à partir de laquelle les associés peuvent exercer leur droit d'information.

Ils sont présentés et soumis pour approbation aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également présentés et soumis aux associés dans les mêmes conditions et délai.

ARTICLE 26 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président de la Société peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende.

En outre, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la Société peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 27 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'associé unique ou les associés ou, à défaut, par le président de la Société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président de la Société.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président de la Société doit provoquer une décision collective des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 29 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective extraordinaire des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. La décision des associés est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision collective extraordinaire des associés.

La réunion en une seule main de tous les titres de capital n'entraîne pas la dissolution de la Société. La Société continue d'exister avec l'associé unique qui exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés.

ARTICLE 30 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la Société est en liquidation sauf dans les cas prévus par des dispositions légales.

La dissolution met fin aux mandats des dirigeants sauf à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment par une décision collective ordinaire un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président de la Société doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent provoquer une décision collective ordinaire des associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés, par une décision collective ordinaire, statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de faire statuer les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre tous les titres de capital, conformément à l'article 17.

ANNEXE 1

Formule de détermination du Prix

$$P = V_{AC} - D_{Liquidité} - D_{Départ}$$

dans laquelle :

- « P » correspond au Prix.
- « V_{AC} » correspond à la valorisation des Titres détenus par l'Associé Concerné à la Date d'Exclusion, résultant de l'application de la formule suivante :

$$V_{AC} = (N_{AC} \div N_{TOTAL}) \times V$$

dans laquelle :

- « N_{AC} » correspond au nombre total de Titres détenus par l'Associé Concerné à la Date d'Exclusion.
- « N_{TOTAL} » correspond au nombre total de Titres émis par la Société à la Date d'Exclusion.
- « V » correspond à la valorisation de la Société à la Date d'Exclusion, résultant de l'application de la formule suivante :

$$V = [REX \times 9] - D - T$$

dans laquelle :

- REX désigne le résultat d'exploitation réalisé par la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion, tel que ressortant des comptes sociaux de la Société au titre dudit exercice ;
- D désigne, à une date donnée, le montant total des emprunts et dettes financières de la Société (en ce compris tout prêt d'associé ou avance en compte courant consenti à la Société, en principal et intérêts courus et échus), tel que figurant dans les comptes de la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion ;
- T désigne, à une date donnée, le montant total des disponibilités et valeurs mobilières de placement de la Société, tel que figurant dans les comptes de la Société au titre de l'exercice social précédant immédiatement celui au cours duquel intervient la Date d'Exclusion.

D_{Liquidité} correspond au montant résultant de l'application de la formule suivante :

$$D_{\text{Liquidité}} = 20\% \times V_{AC}$$

D_{Départ} correspond au montant résultant de l'application de la formule suivante :

$$D_{\text{Départ}} = [x]\% \times V_{AC}$$

dans laquelle :

x = 25% si la Date de Départ intervient avant la date (incluse) du 1^{er} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP.

x = 21,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 1^{er} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 2^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 18% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 2^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 3^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 14,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 3^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 4^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 11% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 4^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 5^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 7,5% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 5^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 6^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 4% si la Date de Départ intervient entre la date (exclue) du 6^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP et la date (incluse) du 7^{ème} anniversaire de ladite entrée en fonction.

x = 0% si la Date de Départ intervient après la date (exclue) du 7^{ème} anniversaire de l'entrée en fonction de l'Associé Concerné au sein du Groupe ANTEMETA GROUP.

Pour les besoins de l'**Annexe 1**, les termes ci-après auront la signification suivante :

« **Date de Départ** » désigne la date de Départ déterminée comme suit : (i) en cas de décès, le jour du décès ; (ii) en cas d'Invalidité, la date à laquelle le médecin conseil de la caisse de sécurité sociale a déclaré l'Invalidité ; (iii) en cas de licenciement, à la première présentation de la lettre de licenciement par les services postaux ; (iv) en cas de révocation, à la date de la décision de révocation adoptée par l'organe social compétent ; (v) en cas de non renouvellement, à la date de la décision de non renouvellement adoptée par l'organe social compétent ; (vi) en cas de départ à la retraite volontaire, à la date de réception de la lettre de départ à la retraite ; (vii) en cas de mise à la retraite, à la date de première présentation de la lettre de mise à la retraite par les services postaux ; et (viii) en cas de démission, à la date de réception de la lettre de démission.

ANNEXE 2

Procédure d'expertise

En cas d'exclusion et à défaut d'accord entre l'Associé Concerné et la Société sur le calcul du Prix dans un délai de vingt (20) jours à compter de la Date d'Exclusion, l'Associé Concerné ou la Société pourra demander à ce que le Prix soit définitivement arrêté par un cabinet d'audit indépendant de chacun des associés, accrédité ou associé à l'un des grands réseaux de notoriété internationale et ayant une expérience dans le domaine d'activité de la Société, désigné (a) d'un commun accord entre l'Associé Concerné et la Société ou, à défaut d'accord, (b) par le Président du Tribunal de commerce de Paris statuant en la forme des référés à la demande de l'Associé Concerné ou la Société, les associés et la Société renonçant d'ores et déjà à tout recours contre cette ordonnance (l'« **Expert** »), conformément à la procédure d'expertise décrite ci-dessous.

L'Expert agira en qualité de tiers chargé de la fixation du prix au sens de l'article 1592 du Code civil. L'Expert aura pour mission de déterminer le Prix (sans pouvoir proposer de fourchette). Dans le cadre de sa mission, l'Expert sera tenu de faire application de la formule de calcul du Prix figurant en **Annexe 1**, à l'exclusion de toute autre méthode. L'Expert devra en toute circonstance respecter le principe du contradictoire. L'Expert pourra exiger la remise par l'Associé Concerné ou la Société de tout document pour les besoins de l'exécution de sa mission.

L'Associé Concerné et la Société feront en sorte que l'Expert ait accès à l'ensemble des éléments comptables et financiers de la Société nécessaires afin de permettre à l'Expert d'établir indépendamment le montant du Prix.

L'Associé Concerné et la Société déploieront leurs meilleurs efforts pour que l'Expert leur notifie sa décision portant sur la détermination du Prix dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle l'Expert aura accepté sa désignation.

La décision de l'Expert fixant le montant du Prix sera définitive et sans recours possible pour l'Associé Concerné et la Société (et, plus généralement, les associés), sauf en cas de fraude ou d'erreur grossière de l'Expert.

Les coûts et honoraires de l'Expert seront supportés par l'Associé Concerné et la Société à parts égales.